



PREMIER MINISTRE

Centre
d'analyse
stratégique

Programme de travail 2010

- Questions sociales
- Travail, emploi, formation
- Affaires économiques et financières
- Recherche, technologies et développement durable

Centre d'analyse stratégique

18 rue de Martignac - 75007 Paris - Tél. 01 42 75 60 00

www.strategie.gouv.fr

Programme de travail 2010

Principaux axes

Le **vieillessement de la population** sera examiné sous différents angles, au-delà de l'impact sur l'équilibre des régimes sociaux : "bien vieillir", modèles de fins de carrière, "emplois blancs", aménagements urbains, aspects cognitifs, fin de vie.

Le Centre esquissera des scénarios d'évolution des **dépenses de santé** à moyen et long terme, en lien avec les nouveaux défis sanitaires (maladies chroniques, vieillissement, progrès technique...)

Le travail sera poursuivi sur les **sciences comportementales** et leur application à différents domaines de la décision publique, à l'image du récent rapport sur la prévention en matière de santé publique.

L'accent sera mis sur plusieurs sujets d'actualité touchant la **société française** comme la place des "secondes générations" sur le marché du travail, l'égalité entre les hommes et les femmes, les conséquences de la culture de l'entrepreneuriat sur l'équilibre entre actions individuelles et collectives.

Un groupe de travail sur **le travail et l'emploi dans 20 ans** examinera l'évolution des emplois, mais aussi les tendances dans l'organisation du travail (télétravail, réseaux, externalisation...) et l'évolution de la gestion des ressources humaines (mobilité, relations du travail...).

L'exercice de **prospective des métiers et qualifications (PMQ)** sera poursuivi avec des développements complémentaires sur son application à l'offre de formation et d'orientation, ainsi que sur les conditions de travail, les compétences transférables et la mixité des emplois.

S'agissant de l'**évolution du marché du travail**, le Centre étudiera des sujets d'actualité comme l'accompagnement des salariés et des demandeurs d'emploi dans le contexte de la crise, la rupture conventionnelle et l'évolution de l'assurance chômage.

Le lien entre **innovation et croissance** fera l'objet de plusieurs analyses, d'abord en termes de comparaisons internationales au sein de l'OCDE (aides à la R&D et à l'innovation), puis plus particulièrement en lien avec les dépenses d'avenir (secteurs prioritaires, approche industrielle).

Un groupe de travail étudiera la **croissance potentielle** en sortie de crise, et ses implications pour la soutenabilité des finances publiques et les risques de tension sur les marchés financiers.

Le Centre examinera plusieurs **politiques publiques**, et notamment celle du logement, pour apprécier l'adéquation des instruments publics existants avec les objectifs d'efficacité et d'équité des aides.

Les conséquences de la transition écologique sur les **transports** feront l'objet de plusieurs analyses, portant notamment sur le rail (fret, concurrence dans le transport de personnes, grande vitesse), les batteries du futur, et plus généralement l'organisation des transports à l'avenir, à la fois dans les villes (avenir du véhicule individuel) et les territoires périurbains ou ruraux.

Le Centre poursuivra ses travaux sur l'**énergie** : après les rapports sur l'éolien et plus récemment la sécurité gazière, il examinera les enjeux des réseaux électriques intelligents du futur ainsi que le développement d'autres énergies nouvelles comme la biomasse.

Enfin les **technologies du futur** seront examinées en termes de secteurs d'avenir mais aussi du point de vue de l'acceptabilité sociale (débat sur les OGM ou les nanotechnologies).

Programme
de travail
2010

Questions sociales

1 ■ Vieillesse

- **Vieillesse et qualité de vie** : "bien vieillir", modèles de fins de carrière.
- **Vieillesse et société** : "emplois blancs", vieillissement des électeurs, demande d'aménagement de l'espace urbain et de sécurité.
- **Vieillesse et dépendance** : définition, aspects cognitifs (Alzheimer...), prise en charge.
- **Fin de vie** : volonté des patients et questions d'éthique, la mort et ses rituels.

2 ■ Santé

- **Maîtrise des dépenses de santé** : niveau optimal de la dépense de santé, conditions d'émergence d'un "patient acteur" plus libre de ses choix et plus responsabilisé, innovations en matière de réduction du nombre de lits ou de télésanté, coût de la dernière année de vie.
- **Nouvelles formes de prise en charge de la maladie mentale.**

3 ■ Sciences comportementales

- **Sciences comportementales et prévention en santé publique** : obésité, conduites à risque...
- **"Nudge theory"** (incitation à faire les bons choix).

4 ■ La performance des services sociaux

Evaluation de la performance de l'action sociale et des services sociaux, prévention précoce de la maltraitance et de l'inadaptation psychosociale, lutte contre la fraude.

5 ■ Nouveaux enjeux de l'éducation

- **Socialisation et acquisition de compétences "informelles"** : quelle place dans les objectifs du système éducatif ?
- **Addiction aux images** : impact de la télévision et des jeux vidéo, en particulier sur le niveau de violence des jeunes.
- **Mixité et diversité** : impact de la mixité, moyens mis en œuvre pour la favoriser.

6 ■ La famille en mutation

Evolution du mariage et du PACS, droits fiscaux et sociaux.

7 ■ Logement

- **Nouveaux enjeux pour la politique du logement** : cycle de séminaires en cours (statistiques du logement, trajectoires résidentielles, transition énergétique).
- **"Ghettos"** : existent-ils en France (au sens sociologique) ?

8 ■ Vivre ensemble

Leviers d'intégration et nouvelles lignes de partage dans la société française :

- **Place des "secondes générations" sur le marché du travail** : parcours, discriminations directes ou indirectes.
- **L'égalité entre les hommes et les femmes** : nouveaux enjeux pour la parité.
- **Islam de France** : modèle français de laïcité et d'intégration, notamment en comparaison avec le modèle américain.
- **Esprit d'entreprendre** : conséquences de la culture de l'entrepreneuriat, équilibre à trouver entre individualisation et action collective.
- **Sortie de crise** : imaginaire et aspirations collectives, étude sur "les mots du rebond".

9 ■ Groupe d'analyse de la mondialisation (GAM)

Poursuite des travaux du groupe, autour de quatre "Rendez-vous de la mondialisation" par an. Les prochains sujets pourraient être la monnaie et le taux de change, les nouvelles institutions internationales, et les ressources fiscales des Etats (ou bien le multiculturalisme).

Travail, emploi, formation

1 ■ Evolutions de l'emploi à long terme

- **Croissance verte et emplois verts** : étude des conséquences du "verdissement" de l'économie (rareté des ressources, objectifs environnementaux ambitieux) sur l'emploi, à la fois en termes d'emplois nouveaux et d'adaptation des compétences associées aux emplois existants.
- **Emplois blancs** : développement des emplois liés au vieillissement, en particulier dans le domaine des services à la personne.
- **Le travail et l'emploi à 20 ans** : prospective à conduire à deux niveaux, d'une part l'évolution des structures de l'emploi (articulé à l'exercice PMQ à l'horizon 2020), d'autre part les nouvelles formes d'organisation du travail (télétravail, organisations en réseaux, externalisations, délocalisations...) et l'évolution de la gestion des ressources humaines (mobilité interne et externe, relations individuelles et collectives de travail...)

2 ■ Prospective des métiers et qualifications (PMQ IV)

Il s'agit d'un exercice continu, très structurant pour les travaux du CAS. Celui-ci fait l'objet d'une actualisation chaque année, et d'une projection d'ensemble révisée tous les 5 ans (la prochaine sera achevée en 2011 avec l'horizon de 2020). Outre les points évoqués plus haut, l'exercice PMQ sera focalisé cette année sur cinq axes :

- **Lien entre prospective des métiers, offre nationale de formation, et carte régionale des formations** (expérimentation de l'adaptation de la carte régionale prévue avec les rectorats de Rouen et Caen).
- **Conditions de travail, attractivité des métiers, difficultés de recrutement.**
- **Compétences transversales et transférables, formation des demandeurs d'emploi** : possibilités de reconversions et de mobilité professionnelle par métier (demande de la CFDT).
- **Métiers, mixité des emplois, et progression du taux d'emploi féminin.**
- **Métiers et immigration**, en lien avec le Ministère de l'immigration et de l'identité nationale.

3 ■ Régulation du marché du travail

- **Transitions professionnelles** : adaptation à la crise, par les entreprises (politiques de Gestion des ressources humaines) et la puissance publique (Contrat de transition professionnelle, Convention de reclassement professionnalisé...) avec un accent particulier sur le recours aux opérateurs privés pour l'accompagnement des demandeurs d'emploi et sur la rupture conventionnelle de gré à gré suite à l'accord de janvier 2008.
- **Assurance chômage** : en vue de la négociation sur l'assurance chômage (d'ici fin 2010), examen du contexte de la négociation et des scénarios possibles.
- **Politiques territoriales** : politiques territoriales emploi formation, innovations d'entreprises.
- **Politiques de rémunération** : évolution nationale, comparaisons internationales, SMIC, exonérations sur les bas salaires, rémunérations de branche et conditionnement des exonérations de charges.

4 ■ Immigration et métiers

Proportion des immigrés par métier, parcours professionnels (contribution à Méditerranée 2030).

5 ■ Organisation du travail et santé au travail

- **Organisation du travail, TIC et santé au travail** : impact des nouvelles formes d'organisation du travail et en particulier des nouvelles technologies sur la santé.
- **Influence des pratiques de GRH sur la santé au travail** : impact des nouvelles techniques telles que l'entretien individuel, le management par la performance, l'innovation participative...
- **Santé et conditions de travail** : normes et pratiques existantes, améliorations à apporter (Seveso, responsabilité sans faute, bonus-malus, CHSCT, bilan social, "name and shame"...)
- **Pénibilité du travail, attractivité des métiers et cessations d'activité** : évaluation de la pénibilité, prévention et réparation (retraites), attractivité des métiers et difficultés de recrutement.

6 ■ Gouvernance des entreprises et participation des salariés

Évaluation de l'impact de la participation des salariés (financière mais aussi au plan de la gouvernance et de la négociation collective) sur la performance économique et sociale.

7 ■ Représentation du personnel et négociation collective

Suites de la loi du 20 août 2008 (représentativité fondée sur l'audience et engagement vers les accords majoritaires) :

- **Veille sur les mutations en cours** : évolution de la hiérarchie des normes, tendances du droit du travail national et international en lien avec celles du droit des affaires.
- **Les déterminants du taux de syndicalisation et la piste du syndicalisme de service** : étude du faible taux de syndicalisation en France notamment au regard des services rendus à leurs adhérents par les syndicats étrangers.

8 ■ Orientation et formation professionnelle

- **La formation professionnelle des jeunes** : équilibre à trouver entre la spécialisation des formations, et la mobilité professionnelle ; mobilité des étudiants ; emploi des doctorants.
- **La formation tout au long de la vie** : à partir de la loi de novembre 2009, examen des évolutions en cours et des pistes d'amélioration.
- **Enseignement supérieur et recherche publique** : dépenses d'avenir, ressources des établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

Affaires économiques et financières

1 ■ Innovation et croissance

- **Investissements d'avenir** : appui au commissariat général à l'investissement pour le champ (secteurs prioritaires) et la méthode (quels véhicules, quelle obligation de résultat ?)
- **Efficacité comparée des aides publiques en faveur de l'innovation** : aide aux entreprises, en particulier R&D et innovation, dans le cadre de l'OCDE.
- **Risques liés à l'innovation** : secteurs (pharmacie, biotechnologies...) où les risques de dommages liés à certaines innovations peuvent être tellement importants qu'ils freinent la recherche.

2 ■ Les conditions d'émergence d'une croissance durable

Groupe de travail sur la croissance potentielle avec la Direction générale du Trésor et de la politique économique et le Conseil d'analyse économique, visant à évaluer l'impact de la crise sur la croissance potentielle (et donc à apprécier dans quelle mesure la perte de croissance pourra être rattrapée). Les travaux porteront également sur le "verdissement" de la croissance (croissance durable, emplois verts...)

3 ■ Politique industrielle : la place des entreprises à taille intermédiaire (ETI)

- **Benchmark international sur le nombre et la performance des ETI** : est-il exact qu'il manque un "Mittelstand" France et que ces entreprises constituent le vivier le plus dynamique pour la compétitivité de l'économie ? Quel appui en faveur des fonctions stratégiques des ETI ? En lien avec Oseo notamment.
- **La performance à l'innovation et à l'international des ETI françaises** : quels avantages retirent les ETI d'une stratégie à l'international ? Collaboration avec l'Université Paris-Dauphine et Natixis-Praxem.
- **Démographie des entreprises et aides à l'innovation** : analyse de l'évolution des performances des entreprises et de leur probabilité de survie en fonction de leurs caractéristiques (taille, âge, intensité technologique, secteur d'activité, structure de marché etc.) mais également du niveau et de la nature des aides publiques reçues.

4 ■ **Soutenabilité des finances publiques**

- **Prospective de l'emploi public** : prospective approfondie en matière d'emploi public, en coopération avec la Direction générale de l'administration et de la Fonction publique.
- **Soutenabilité des finances publiques, inflation, taux d'intérêt, signature** : quelle évolution prévisible à moyen terme compte tenu de la brutalité de la dégradation de la situation en France et en Europe.
- **Quelle règle budgétaire en sortie de crise** : étude des différentes options de règle normative pour l'équilibre des finances publiques.
- **Réforme de l'Etat-Providence et soutenabilité des finances publiques** : objectifs possibles pour une réforme structurelle de la protection sociale.
- **Modalités de financement du cinquième risque** : réorientation de moyens (subventions, dépenses fiscales...) vers la dépendance.

5 ■ **Politiques publiques**

- **Etudes d'impact** : dans le cadre des travaux conduits par le Secrétariat général du gouvernement, le Centre d'analyse stratégique participera à la définition d'une méthodologie, au recensement des outils de quantification disponibles dans les ministères, et à la contre-expertise des études d'impact lorsque c'est nécessaire.
- **Politiques du logement** : évaluation des différentes aides (efficacité, justice) et de l'impact territorial des politiques menées.
- **Lutte contre le changement climatique** : articulation entre quotas et taxe carbone, ajustement aux frontières.
- **Régulation financière** : études sur la titrisation (bilan post crise) et les paradis fiscaux.
- **Fiscalité du patrimoine** : fondations et business angels comme source de croissance.

Recherche, technologies et développement durable

1 ■ Lutte contre le changement climatique

Poursuite du travail engagé sur ce sujet : conclusions du sommet de Copenhague et enjeux du sommet de Cancun (déforestation, contrôle des engagements des pays, politique américaine, taxe aux frontières, devenir des marchés de quotas...).

2 ■ Transports

- **Transport de marchandises et changement climatique** : étude des moyens permettant de concilier la hausse du transport de marchandises avec la réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- **Ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de personnes** : conséquences de l'ouverture pour les usagers, les opérateurs, et l'économie du secteur.
- **Déplacements du périurbain et des territoires à faible densité** : évolution de l'organisation des transports en périphérie des agglomérations, dans le contexte de la raréfaction des combustibles ; équilibre entre les différents modes : TER, bus, transports relais vers des gares de proximité...
- **Devenir de la grande vitesse au 21^{ème} siècle** : futur des lignes à grande vitesse, opportunités pour la technologie française. (*si possible*)

3 ■ Consommation durable

Définir, à l'horizon 2030 voire 2050, les enjeux d'une consommation durable, dans tous les domaines, depuis la consommation quotidienne liée par exemple à la grande distribution, aux postes particulièrement touchés par la raréfaction des ressources (transports, chauffage...).

4 ■ La prise en compte du risque dans le calcul socio-économique

Contribution méthodologique visant à améliorer la définition et le calcul du risque dans les évaluations socio-économiques de type bénéfice-coût d'un choix de politique publique.

5 ■ L'espace

Analyse prospective sur le devenir de l'Europe spatiale et contribution à la définition de la politique spatiale européenne dans la perspective des prochaines échéances européennes (Conseil de l'Espace, fin 2010, Conseil ministériel de l'Agence spatiale européenne (ESA), 2011) avec des éclairages sur :

- la **gouvernance du spatial européen** ;
- les **coopérations internationales**, en particulier en matière d'exploration spatiale et de vols habités suite aux décisions de l'administration Obama ;

- les **applications spatiales** et leur adéquation aux besoins de l'environnement, des transports, de l'énergie, des télécommunications et du haut débit ;
- la **compétitivité de l'industrie spatiale européenne** ;
- les **convergences des programmes civils et militaires**.

6 ■ L'énergie

- **Réseau électrique intelligent du futur** : conséquences sur l'efficacité de la distribution d'énergie et sur notre vie quotidienne.
- **Batteries du futur** : technologies existantes, perspectives de développement et conséquences pour les véhicules électriques.
- **Prix du pétrole** : étude prospective, à la lumière du changement climatique.
- **Loi NOME** (nouvelle organisation du marché de l'énergie) : tarification de l'énergie (en particulier nucléaire), conséquences pour les investissements.
- **Energies renouvelables** : cette année l'accent sera mis sur la valorisation de la biomasse.

7 ■ Biodiversité

Réflexion sur les obstacles à la préservation (voire au développement) de la biodiversité à partir d'une analyse du droit actuel de la biodiversité, de sa gouvernance et de son intégration dans l'économie. Cette réflexion sera menée en se référant au statut des biens communs et à leur prise en compte dans les politiques publiques.

8 ■ Cession des actifs agricoles

Cession de terres agricoles dans les pays en développement à des entités étrangères : analyse du phénomène et de ses implications et préconisations.

9 ■ Les technologies du futur et leur acceptation sociale

- **Les technologies du futur** : microprocesseurs, e-santé, supercalculateurs, convergence NBIC (nanotechnologies, biotechnologies, informatique, sciences cognitives), internet des objets, clonage animal, ARN interférent, médecine du futur, robotique...
- **Débat public sur les technologies nouvelles** : modalités actuelles, gouvernance, réponses à la contestation radicale (cas des OGM et du débat sur les nanotechnologies).
- **La réduction du fossé numérique** : examen (ne portant pas sur les réseaux physiques) du fossé numérique dans le prolongement de la loi relative à la lutte contre la fracture numérique.

Centre d'analyse stratégique

Directeur général : Vincent Chriqui
18 rue de Martignac - 75007 Paris - Tél. 01 42 75 60 00

Contact presse :
Jean-Michel Roullé - Responsable de la Communication
01 42 75 61 37 / 06 46 55 38 38
jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr



www.strategie.gouv.fr